

Table chronologique sur la transparence (1992-2004)

Légende: Cette table chronologique présente les faits marquants ainsi que les instruments juridiques et la jurisprudence des institutions et organes communautaires portant sur la thématique de la transparence de 1992 à 2004. La table est extraite du «Guide de la transparence», document interne élaboré par le secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, cinquième volet de la série Guide du Conseil de janvier 2004.

Source: Conseil de l'Union européenne - Secrétariat général. Guide du Conseil - V. Guide de la transparence. [s.l.]: janvier 2004. 174 p.

Copyright: (c) Communautés européennes

URL: http://www.cvce.eu/obj/Table_chronologique_sur_la_transparence_1992_2004-fr-23f49e51-cebf-4f55-a581-f85292be1315.html

Date de dernière mise à jour: 13/08/2011

Transparence - table chronologique (1992-2004)

Année	Date	Faits marquants	Instruments juridiques des institutions et organes communautaires	Arrêts de la Cour de Justice et du Tribunal de Première Instance
1992	7 février	Déclaration n°17 annexée à l'acte final du traité sur l'Union européenne [1]		
	16 octobre	Déclaration de Birmingham [2]		
	12 décembre	Conclusions du Conseil européen d'Edimbourg sur la transparence [3]		
1993	8 juin	Communication de la Commission: L'accès du public aux documents des institutions - Communication au Conseil, au Parlement et au Comité économique et social [4]		
	8 juin	Résolution du Conseil relative à la qualité rédactionnelle de la législation communautaire [5]		
	21-22 juin	Conclusions du Conseil européen de Copenhague sur l'accès à l'information [6]		
	25 octobre	Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la transparence, la démocratie et la subsidiarité [7]		
	6 décembre		Décision 93/662/CE du Conseil portant adoption de son règlement intérieur [8]	
	6 décembre		93/731/CE: Code de	

			conduite concernant l'accès du public aux documents approuvés par le Conseil et la Commission [9]	
	20 décembre		Décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [10]	
1994	8 février		Décision 94/90/CECA, CE, Euratom relative à l'accès du public aux documents de la Commission [11]	
1995	4 mars	Publication au Journal Officiel de la communication de la Commission sur l'amélioration de l'accès aux documents [12]		
	29 mai	Conclusions du Conseil sur la transparence [13]		
	2 octobre	Code de conduite concernant la publicité des procès-verbaux et des déclarations aux procès-verbaux du Conseil agissant comme législateur [14]		
	19 octobre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-194/94: John Carvel & Gardian Newspaper/Conseil [15]
1996	27 février		Décision du secrétaire général du Conseil relative aux redevances dans le cadre de l'accès du public aux documents du Conseil [16]	
	30 avril			Arrêt de la Cour de Justice dans l'affaire C-58/94 : Pays-Bas/Conseil [17]

	Juillet	Premier rapport sur la mise en oeuvre de la décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [18]		
	19 septembre		96/567/CE, CECA, Euratom: Décision de la Commission du 19 septembre 1996 modifiant la décision 94/90/CECA, CEE, Euratom relative à l'accès du public aux documents de la Commission [19]	
	6 décembre	Conclusions du Conseil concernant le réexamen de la décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [20]		
	6 décembre		96/705/Euratom/CECA/CEE: Décision du Conseil modifiant la décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [21]	
1997	5 mars			Arrêt du TPI dans l'affaire T-105/95: WWF/Commission [22]
	21 mars		Décision concernant l'accès du public aux documents de l'Agence européenne pour l'environnement	
	26 mars		Règles relatives à l'accès du public aux documents adoptées par le comité de direction de la Banque européenne	

			d'investissement [23]	
	7 avril		Décision no 18/97 portant règles internes relatives au traitement des demandes d'accès aux documents dont dispose la Cour [24]	
	25 mai		Décision du Comité économique et social relative à l'accès du public aux documents du CES [25]	
	3 juin		Décision n° 9/97 concernant l'accès du public aux documents administratifs de l'Institut monétaire européen [26]	
	10 juillet		97/632/CE, CECA, Euratom: Décision du Parlement européen du 10 juillet relative à l'accès du public aux documents du Parlement européen [27]	
	17 septembre		Décision du Comité des régions relative à l'accès du public aux documents du Comité des régions [28]	
	27 octobre		Décision du Conseil de direction concernant l'accès du public aux documents de la Fondation européenne pour la formation [29]	
	15 décembre	Rapport spécial du médiateur européen à l'attention du Parlement européen à la suite de l'enquête d'initiative propre sur l'accès du public aux documents [30]		
1998	6 février			Arrêt du TPI dans l'affaire T-124/96 Interporc/Commission [31]

	3 mars			Ordonnance du TPI dans l'affaire T-610/97 R: Norup Carlsen e.a./Conseil [32]
	19 mars			Arrêt du TPI dans l'affaire T-83/96: Gerard van der Wal/Commission [33]
	19 mars		Décision du Conseil sur la création d'un registre public des documents du Conseil [34]	
	19 mars	Conclusions de la présidence sur la transparence des activités du Conseil dans le domaine relevant du titre VI du traité UE [35]		
	16 juin	Conclusions du Conseil européen de Cardiff sur la transparence [36]		
	17 juin			Arrêt du TPI dans l'affaire T-174/95: Svenska Journalistförbundet/Conseil [37]
	19 juin	Deuxième rapport sur la mise en oeuvre de la décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [38]		
	29 juin	Conclusions du Conseil concernant le deuxième réexamen de la décision 93/731/CE du Conseil relative à l'accès du public aux documents du Conseil [39]		
	29 juin	Conclusions du Conseil sur la transparence [40]		

	16 juillet	Résolution sur le rapport spécial du médiateur européen à l'attention du Parlement européen suite à l'enquête d'initiative propre sur l'accès du public aux documents [41]		
	3 novembre		BCE/1998/12: Décision de la Banque centrale européenne concernant l'accès du public aux documents et aux archives de la Banque centrale européenne [42]	
	21 novembre		1999/738/CE: Décision de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur le code de conduite concernant l'accès du public aux documents de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail [43]	
	6 décembre	Conclusions du Conseil sur la transparence et la coopération dans le domaine des activités d'information sur l'Union européenne [44]		
	22 décembre	Accord interinstitutionnel sur les lignes directrices communes relatives à la qualité rédactionnelle de la législation communautaire [45]		
1999	1er janvier	Mise en service du registre public des documents du Conseil		

	1er mai	Entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam [46]		
	31 mai		1999/385/CE, CECA, Euratom: Décision du Conseil portant adoption de son règlement intérieur [47]	
	8 juin	Conclusions du Conseil sur la transparence et activités d'information sur l'UE [48]		
	19 juillet			Arrêt du TPI dans l'affaire T-188/97: Rothmans International/Commission [49]
	19 juillet			Arrêt du TPI dans l'affaire T-14/98: Heidi Hautala/Conseil [50]
	19 juillet	Rapport sur le fonctionnement du registre public des documents du Conseil [51]		
	14 octobre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-309/97: Bavarian Lager Company/Commission [52]
	6 décembre		2000/23/CE: Décision du Conseil concernant l'amélioration de l'information sur les travaux législatifs du Conseil et le registre public des documents du Conseil [53]	
	7 décembre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-92/98: Interporc/Commission [54]
2000	11 janvier			Arrêt de la Cour de Justice dans les affaires C-174/98 P & C-189/98 P: Gerard van der Wal et

				Pays-Bas/Commission [55]
	6 avril			Arrêt du TPI dans l'affaire T-188/98: Aldo Kuijer/Conseil [56]
	13 septembre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-20/99: Denkvit Nederland BV/Commission [57]
	20 octobre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-123/99, JT's Corporation [58]
	7 décembre	Proclamation solennelle de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne [59]		
2001	14 février			Ordonnance du TPI dans l'affaire T-3/00 Pitsiorlas/Conseil et BCE [60]
	9 avril		2001/320/CE: Décision du Conseil sur la communication au public de certaines catégories de documents du Conseil [61]	
	30 mai		Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission [62]	
	30 mai	Déclaration commune concernant le règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission [63]		
	12 juillet			Arrêt du TPI dans l'affaire T-204/99: Olli

				Mattila/Conseil [64]
	10 octobre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-111: BAT/Commission [65]
	13 novembre		Décision du Parlement européen portant adaptation de son règlement aux dispositions du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission [66]	
	28 novembre		Décision du bureau relative à l'accès du public aux documents du Parlement européen [67]	
	29 novembre		2001/840/CE: Décision du Conseil du 29 novembre 2001 modifiant le règlement intérieur du Conseil [68]	
	5 décembre		2001/937/CE, CECA, Euratom : Décision de la Commission du 5 décembre 2001 modifiant son règlement intérieur [69]	
	6 décembre			Arrêt de la Cour de Justice dans l'affaire C-353/99 P: Conseil/Heidi Hautala [70]
	11 décembre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-191/99: David Petrie e.a./Commission [71]
2002	7 février			Arrêt du TPI dans l'affaire T-211/00: Aldo Kuijer/Conseil [72]
	3 juin	Mise en service des registres publics des		

		documents de la Commission et du Parlement européen		
	25 juin			Arrêt du TPI dans l'affaire T-311/00: BAT/Commission [73]
	22 juillet		2002/682/CE, Euratom: Décision du Conseil portant adoption de son règlement intérieur [74]	
	27 novembre		Règles relatives à l'accès du public aux documents, adoptées par le comité de direction de la Banque européenne d'investissement [75]	
2003	11 février		Décision n° 64/2003 du Comité des régions relative à l'accès du public aux documents du Comité des régions [76]	
	6 mars			Arrêt de la Cour dans l'affaire C-41/00 P, Interporc/Commission [77]
	8 avril	Rapport du Conseil concernant la mise en oeuvre du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil sur l'accès du public aux documents du Parlement européen du Conseil et de la Commission (2002) [78]		
	29 avril	Rapport de la Commission concernant l'application au cours de l'année 2002 du règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du		

		Parlement européen du Conseil et de la Commission [79]		
	15 mai			Arrêt de la Cour dans l'affaire C-193/01P, Pitsiorlas/Conseil et BCE [80]
	18 juin	Adoption des règlements n° 1645/2003 à 1655/2003 du Conseil par lesquelles l'application du règlement n° 1049/2001 est étendue à 11 agences et organes communautaires [81]		
	1er juillet		2003/603/CE: Décision du Comité économique et social relative à l'accès du public aux documents du Comité économique et social européen [82]	
	22 juillet	Adoption des règlements n° 1641/2003 à 1644/2003 du Parlement européen et du Conseil étendant l'application du règlement n° 1049/2001 à quatre agences et organes communautaires [83]		
	17 septembre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-76/02: Mara Messina/Commission [84]
	22 septembre		Règlement du Conseil(CE, EURATOM) N° 1700/2003 modifiant le règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la	

			Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique [85]	
	25 septembre	Résolution du Parlement européen sur l'accès du public aux documents du Parlement européen du Conseil et de la Commission (application du règlement 1049/2001/CE) [86]		
	16 octobre			Arrêt du TPI dans l'affaire T-47/01 : Co-Frutta/Commission [87]
2004	22 janvier			Arrêt de la Cour dans l'affaire C-353/01 P : Mattila/Conseil/Commission [88]
	30 janvier	Rapport de la Commission sur la mise en oeuvre des principes du règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission [89]		

[1] Recueil des traités, tome I, volume 1, p. 639.

[2] Bulletin des Communautés européennes, n° 10-1992, p. 9.

[3] Bulletin des Communautés européennes, n° 12-1992, p. 19-21.

[4] JO C 156 du 8 juin 1993, p. 5.

[5] JO C 166 du 17 juin 1993, p. 1.

[6] Doc. SN 180/1/93

[7] Bulletin des Communautés européennes, n° 10-1993, p. 128-129.

[8] JO L 304 du 10 décembre 1993, p. 1.

[9] JO L 340 du 31 décembre 1993, p. 42.

[10] JO L 340 du 31 décembre 1993, p. 43, décision abrogée par la décision 2001/840/CE du Conseil du 29 novembre 2001 (voir la note 68 ci-après).

[11] JO L 46 du 18 février 1994, p. 58, décision remplacée par le règlement (CE) n° 1049/2001 du 30 mai 2001 (voir la note 62 ci-après).

[12] JO C 67 du 4 mars 1994, p. 5.

[13] Doc. 7481/95, p. 4-5.

[14] Doc. 10204/95, p. 15-18.

- [15] Rec. 1995, II-2765.
- [16] JO C 74 du 14 mars 1996, p. 3.
- [17] Rec. 1996, p. I-2169.
- [18] Doc. 8330/96.
- [19] JO L 247 du 28 septembre 1996, p. 45.
- [20] Doc. 11974/96 - COR 1 REV 1.
- [21] JO L 325 du 14 décembre 1996, p. 19.
- [22] Rec. 1997, p. II-313.
- [23] JO C 243 du 9 août 1997, p. 13; cette décision a été abrogée et remplacée par les règles adoptées par le Comité de direction de la Banque le 27 novembre 2002; voir la note 75 ci-après
- [24] JO C 295 du 23 septembre 1998, p. 1
- [25] JO L 339 du 10 décembre 1997, p. 18; cette décision a été abrogée par la décision du CES du 1er juillet 2003; voir la note 82 ci-après.
- [26] JO L 90 du 25 mars 1998, p. 43.
- [27] JO L 263 du 25 septembre 1997, p. 27, décision remplacée par le règlement (CE) n° 1049/2001 du 30 mai 2001 (voir la note 62 ci-après).
- [28] JO L 351 du 23 décembre 1997, p. 70; cette décision a été abrogée par la décision N° 64/2003 du 11 février 2003; voir la note 76 ci-après.
- [29] JO C 369 du 6 décembre 1997, p. 10.
- [30] JO C 44 du 10 février 1998, p. 9
- [31] Rec. 1998, p. II-231.
- [32] Rec. 1998, p. II-485.
- [33] Rec. 1998, p. II- 545.
- [34] Doc. 6423/1/98 REV 1.
- [35] Doc. 6067/98.
- [36] Doc. SN 150/1/98 REV 1.
- [37] Rec. 1998, p. II-2289.
- [38] Doc. 6715/2/98 REV 2 COR 1
- [39] Doc. 9191/98 - Annexe I.
- [40] Doc. 9191/98 - Annexe II.
- [41] JO C 292 du 21 septembre 1998, p. 170.
- [42] JO L 110 du 28 avril 1999, p. 30 (remplace la décision n° 9/97 de l'IME mentionnée à la note 26).
- [43] JO L 296 du 17 novembre 1999, p. 25.
- [44] Doc. 13314/1/98 REV 1.
- [45] JO C 73 du 17 mars 1999, p. 1.
- [46] Dispositions applicables en ce qui concerne le droit d'accès du public aux documents: Article 255 du traité CE, les articles 28, paragraphe 1, et 41, paragraphe 1 du traité UE, les déclarations 35 et 41 annexées à l'acte final du traité d'Amsterdam ainsi que les articles 230 et 195 du traité CE (possibilité de recours juridictionnel ou de plainte auprès du médiateur en cas de rejet total ou partiel d'une demande confirmative d'accès) et l'article 207 , paragraphe 3, du traité CE (élaboration par le Conseil, dans son règlement, les conditions dans lesquelles le public a accès aux documents de cette institution).
- [47] JO L 147 du 12 juin 1999, p. 13.
- [48] Doc. 9064/99
- [49] Rec. 1999, p. II-2463.
- [50] Rec. 1999, p. II-2489.
- [51] Doc. 9862/99.
- [52] Rec. 1999, p. II-3217.
- [53] JO L 9 du 13 janvier 2000, p. 22, décision abrogée par la décision 2001/840/CE du Conseil du 29 novembre 2001 (voir la note 68 ci-après).
- [54] Rec. 1999, p. II-3521.
- [55] Rec. 2000, p. I-1.
- [56] Rec 2000, p. II-1959.
- [57] Rec. 2000, p. II-3011.
- [58] Rec. 2000, p. II-3269.
- [59] L'article 42 de la charte dispose: "Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union ou toute personne

physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission."

[60] Rec. 2001, p. II-717.

[61] JO L 111 du 20 avril 2001, p. 29, décision abrogée par la décision 2001/840/CE du Conseil du 29 novembre 2001 (voir la note 68 ci-après).

[62] JO L 145 du 31 mai 2001, p.43. Le règlement 1049/2001 est devenu applicable le 3 décembre 2001 et remplace depuis cette date les règles d'accès que les trois institutions avaient introduites précédemment, à savoir la décision 93/731 du Conseil, la décision 94/90 de la Commission, et la décision 97/632 du Parlement européen.

[63] JO L 173 du 27 juin 2001, p. 5.

[64] Rec. 2001, p. II-2265.

[65] Rec. 2001, p. II-2997.

[66] JO C 140 E du 13 juin 2002, p. 120.

[67] JO C 374 du 29 décembre 2001, p. 1.

[68] JO L 313 du 30 novembre 2001, p. 40, abrogeant les décisions 93/731/CE, 2000/23/CE et 2001/320/CE.

[69] JO L 345 du 29.12.2001, p. 94.

[70] Rec. 2001, p. I-9565.

[71] Rec. 2001, p. II-3677.

[72] Rec. 2001, p. II-485.

[73] Rec. 2002, p. II-2781.

[74] JO L 230, du 28 août 2002, p. 7.

[75] JO C 292 du 27 novembre 2002, p. 10; les règles susmentionnées abrogent et remplacent la décision adoptée par le comité de direction le 26 mars 1997; voir également la note 28.

[76] JO L 160 du 28 juin 2003, p. 96; cette décision abroge la décision mentionnée à la note 28.

[77] Non encore publié au Recueil.

[78] Doc. 7957/2003

[79] COM (2003) 216

[80] Rec. 2003, p. I-4837.

[81] JO L 245 du 29 septembre 2003, pp. 13 à 43.

[82] JO L 205 du 14 août 2003, p. 19; cette décision abroge la décision mentionnée à la note 25.

[83] JO L 245 du 29 septembre 2003, pp. 1 à 12.

[84] Non encore publié au Recueil.

[85] JO L 243 du 27 septembre 2003, p. 1.

[86] Doc. A5-0298/2003

[87] Non encore publié au Recueil.

[88] Non encore publié au Recueil.

[89] COM(2004) 45 final.